

Ne laissons pas l'extrême droite décider de l'avenir de nos territoires

Le danger de l'extrême droite n'a jamais été aussi présent. Son projet ne se cache plus : remettre en cause les équilibres démocratiques, fragiliser les droits fondamentaux et imposer une vision autoritaire de la société.

Partout où elle gouverne, le même bilan : justice sous contrôle, presse muselée, syndicats et associations entravés, droits sociaux laminés, droits des femmes attaqués, urgence climatique niée. Ce n'est pas de la politique, c'est un système qui détruit méthodiquement ce que des générations ont construit.

Les élections municipales à venir constituent un tournant décisif.

La mairie, c'est la première porte de la République. C'est là que se joue concrètement l'égalité : le logement accessible ou hors de prix, les transports qui fonctionnent ou pas, l'école qui reste ouverte, la crèche, les lieux culturels de proximité, le bon fonctionnement de la démocratie locale, le service public qui résiste...

Confier cette première porte à l'extrême droite, c'est laisser entrer ceux qui veulent refermer la République sur elle-même. C'est accepter que l'égalité, la solidarité et le vivre-ensemble reculent dans nos propres rues.

L'extrême droite ne sort pas de nulle part. Elle se nourrit du déclassement, des territoires abandonnés, du travail qui ne paie plus, des services publics qui ferment. Elle grandit aussi lorsque le débat public se laisse enfermer dans ses thèmes, lorsque la stigmatisation, souvent traversée par le racisme, l'emporte sur la recherche de solutions.

Mais rien n'est joué. Les mobilisations de ces derniers mois l'ont démontré : ce pays refuse le pire. Des millions de personnes restent attachées à la démocratie, à la justice sociale, aux libertés. Cette force existe. Elle attend des perspectives concrètes, pas des discours creux.

Faire barrage à l'extrême droite ne peut se limiter à des déclarations de principe. Cela exige des réponses concrètes aux urgences qui fracturent le pays : redonner du sens au travail, agir pour les salaires, les minimas sociaux et le pouvoir d'achat, protéger les plus précaires, investir dans les services publics, lutter contre les inégalités territoriales, accompagner les transitions industrielles et écologiques, renforcer la démocratie locale et sociale.

Les forces républicaines ont la responsabilité de présenter des projets clairs et crédibles, en prise avec les réalités vécues par les habitantes et les habitants. C'est par la cohérence des choix, la lisibilité des positions et la capacité à répondre aux urgences sociales et territoriales que l'extrême droite peut être durablement contenue.

Les élections municipales se jouent aussi dans la clarté des choix, en particulier au second tour. Face à l'extrême droite, l'ambiguïté n'est pas une option. Les électrices et les électeurs ont besoin de repères lisibles, de positions assumées et de refus explicites de toute complaisance avec les partis d'extrême droite. La responsabilité républicaine impose de ne laisser aucun doute sur le fait que l'extrême droite ne peut être un partenaire, ni direct ni indirect, de la gestion de nos communes.

Dans chaque territoire, nous alerterons, mobiliserons et interpellons les candidates et candidats aux élections municipales. Nous leur demanderons comment ils entendent défendre concrètement la

démocratie, la cohésion sociale et l'égalité des droits, et quelle part ils prendront dans la lutte contre l'extrême droite.

L'extrême droite avance là où l'on renonce à la justice sociale, aux services publics et à la démocratie. Lui faire barrage ne se décrète pas. Cela se construit. Maintenant.

Les signataires :

Marylise Léon, Secrétaire générale de la CFDT
Sophie Binet, Secrétaire générale de la CGT
Najat Vallaud-Belkacem, Présidente de France Terre d'Asile
Cécile Duflot, Directrice générale d'Oxfam France
Bruno Morel, Président d'Emmaüs France
Nathalie Tehio, Présidente de la LDH (Ligue des droits de l'Homme)
Dominique Sopo, Président de SOS Racisme
Laurent Escure, Secrétaire général de l'UNSA
Caroline Chevé, Secrétaire générale de la FSU
Julie Ferrua et Murielle Guilbert, Co-déléguées générales de l'Union syndicale Solidaires
Patricia Coler, Déléguée générale de l'UFISC
Régis Balry, Directeur National du CEMEA
Joséphine Delpeyrat, Déléguée générale d'Animafac
Sophie Descarpentries, Coprésidente de FRENE, réseau français d'éducation à la nature et à l'environnement
Anne Féray, Coprésidente du MRAP, Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples
Tatiana Formet, Représentante légale du Mouvement national Peuple et Culture
Enzo Garcia, Président d'Erasmus Student Network France
Antoine Gatet, Président de France Nature Environnement
Nicolas Gavrilenko, Président de l'UFAL — Union des Familles Laïques
Monique Guyot-Bernit, Présidente de la Cimade
Hania Hamidi, Secrétaire générale de l'UNEF
Yannick Hervé, Coordinateur national 1001 territoires Pour la fraternité
Evanne Jeanne-Rose, Président de l'Union Nationale pour l'Habitat Jeunes (UNHAJ)
Ugo Joly, Président de Concordia
Hélène Lacassagne, Présidente de La Ligue de l'Enseignement
Aurore Laloux, Présidente des Jeunes Européens - France
Armel Le Coz, Co-président de Démocratie ouverte
Anne Mazé, Présidente de l'Association des Ludothèques Françaises
Olivier Morzelle, Président d'ATD Quart Monde
Daniel Mosmant, Administrateur d'URHAJ Île-de-France
Suzanne Nijdam, Présidente de la FAGE - Fédération des Associations Générales Étudiantes
Roland Nivet, Secrétaire national et porte-parole national du Mouvement de la paix
Céline Piques, Porte-parole d'Osez le Féminisme
Suzy Rojzman, Porte-parole du Collectif national pour les Droits des Femmes
François Sauterey, Coprésident du MRAP, Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples
Arnaud Tiercelin, Coprésident du CNAJEP